



**CARTOGRAPHIE
DES STRUCTURES ET
CAPACITÉS DE RECHERCHE
SUR LA DÉSINFORMATION
DANS L'ESPACE FRANCOPHONE**

Sommaire

Préambule	3
Introduction.....	6
Attendus	9
Méthodologie	11
Cartographie	13
Amériques... ..	14
Afrique subsaharienne.....	16
Maghreb-Machrek	18
Asie-Pacifique.....	20
Europe	22
Conclusion	25
Bibliographie.....	27
Auteurs	29
Annexes.....	31

Préambule

La Direction des Affaires Politiques et de la Gouvernance démocratique (DAPG) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a édité le 27 juin 2022 des termes de référence et un cahier des charges pour la réalisation d'un « Cartographie des structures et capacités de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone ». Ceci afin d'en confier la réalisation à un prestataire extérieur.

Pour mémoire, l'Organisation internationale de la Francophonie est une organisation multilatérale fondée en 1970, qui compte actuellement 88 États et gouvernements membres et observateurs, partageant l'usage de la langue française. Elle est financée par les États et gouvernements membres sous forme de contributions obligatoires ou volontaires. Elle remplit une triple mission : politique, diplomatique et de coopération. Et elle déploie ses actions selon quatre axes : la promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique (mission A) ; la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme (mission B) ; l'appui à l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche (mission C) ; le développement durable, l'économie et la solidarité (mission D). Elle s'appuie sur le numérique comme un axe à la fois horizontal et vertical de son action.

Réseau institutionnel de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le Réseau Théophraste des écoles de journalisme francophones a proposé à l'OIF de mettre les expertises universitaires et de recherche de ses membres au service de ce projet. Et au terme d'un processus d'évaluation des propositions de contribution interne à l'OIF, Théophraste a été désigné pour mettre en œuvre sa méthodologie de cartographie.

Pour mémoire également, le Réseau Théophraste a vu le jour en mars 1994 lorsque 14 centres francophones de formation au journalisme ont décidé de se fédérer, avec comme objectif principal de faire rayonner le modèle francophone de la formation au journalisme. La charte du réseau lui fixe notamment les objectifs suivants (art.2, statuts du réseau) :

- contribuer à la définition du caractère spécifique des métiers du journalisme et à leur démarcation des autres secteurs de la communication,
- contribuer à l'affirmation du rôle essentiel du journaliste dans la vie démocratique et dans le développement de l'esprit de citoyenneté,
- contribuer au développement de la pédagogie de l'enseignement du journalisme face aux défis technologiques, économiques contemporains, dans le respect de la pluralité culturelle,
- réfléchir sur les pratiques de ce métier et sur sa dimension éthique afin de répondre aux transformations du processus de production, de diffusion et de réception de l'information,
- favoriser toute forme de coopération et d'échange de ressources humaines et documentaires en matière d'enseignement, de pédagogie et de recherche en journalisme.

Le Réseau Théophraste représente les écoles francophones de journalisme au sein du Congrès mondial de la formation au journalisme (WJEC).

Le Réseau Théophraste bénéficie du soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

À travers ses différentes institutions membres, majoritairement des établissements d'enseignement et de recherche en Sciences de l'information et de la communication et en Journalisme, le Réseau Théophraste dispose d'une expertise reconnue en matière de coopération et de recherche. Ses membres ont déjà participé, nombreux, à des productions scientifiques de qualité, à des enquêtes quantitatives et qualitatives de grande ampleur parfois, ainsi qu'à l'organisation d'événements scientifiques dans les domaines liés à l'univers informationnel (colloques annuels, coordination pour l'UNESCO de la version française du manuel de curricula de formation au journalisme, mise en place d'un processus de certification des écoles de journalisme, etc.).

Leurs domaines d'expertises, tant en enseignement qu'en recherche, les rend familiers, depuis plusieurs années désormais et notamment depuis l'essor du fact-checking au début des années 2000, des enjeux de lutte contre la désinformation et particulièrement des enjeux de recherche dans ce domaine. En outre, le réseau Théophraste sait travailler à l'échelle des pays francophones partout dans le monde et bénéficie, pour cela, de l'appui de ses nombreux membres, très investis dans la vie et les projets du réseau.

Le Réseau Théophraste est un réseau mondial qui compte aujourd'hui une vingtaine d'institutions membres qui partagent tous les objectifs de promotion et de développement des enseignements en journalisme au sein des différents instituts dans un cadre d'échanges d'expériences pédagogiques et de collaboration au niveau de la recherche.

Composition du Réseau Théophraste

CAPJC Tunis (Tunisie)	capjc.tn
CESTI Dakar (Sénégal)	cesti.ucad.sn
CFJM Lausanne (Suisse)	www.cfjm.ch
Département d'information et de communication	
• Université Laval (Canada)	flsh.ulaval.ca/communication
Département pour les Médias et le Journalisme	
• Université de Linné (Suède)	lnu.se/en
École Publique de Journalisme de Tours	
• EPJT-Université de Tours (France)	epjt.fr
École universitaire de Journalisme de Bruxelles	
• Université Libre de Bruxelles (Belgique)	ulb.be/fr/programme/ma-jour
ESJ Lille (France)	esj-lille.fr
ESSTIC Yaoundé (Cameroun)	esstic.cm
Faculté de journalisme et de Communication de masse de l'Université de Sofia (Bulgarie)	www.uni-sofia.bg/index.php/eng/
Faculté de Journalisme et des sciences de la Communication (FJSC)	
• Université de Bucarest (Roumanie)	en.fjsc.unibuc.ro
IHECS Bruxelles (Belgique)	www.ihecs.be
IJBA Bordeaux (France)	ijba.u-bordeaux-montaigne.fr
IPJ Paris Dauphine (France)	ipj.eu
IPSI Tunis (Tunisie)	ipsi.rnu.tn
ISIC Rabat (Maroc)	isic.ac.ma/fr
ISTC Abidjan (Côte d'Ivoire)	istcpolytechnique.ci
Université d'Ottawa (Canada)	catalogue.uottawa.ca/fr/cours/jou
Université de Moncton (Canada)	umoncton.ca/umcm-fass-infocom
Université Tananarive (Madagascar)	www.univ-antananarivo.mg

Introduction

Les fausses informations ont circulé de tout temps, y compris avant l'avènement des médias de masse ; toutefois, la lutte contre les phénomènes conjugués de désinformation, mésinformation ou malinformation est aujourd'hui, plus que jamais peut-être, un enjeu mondial majeur. Car depuis le début des années 2000 et la montée en puissance du world wide web, puis, depuis les années 2010 et l'amplification de l'usage des multiples réseaux sociaux, nous assistons à une accélération inédite de la propagation des fausses informations, à la fois en quantité et en rapidité, ainsi qu'à la création d'un vaste désordre informationnel qui touche l'ensemble de la planète.

Si des disparités existent entre les territoires concernés, la lutte contre la désinformation constitue donc un enjeu contemporain de premier ordre, auquel souhaitent s'attaquer bon nombre d'acteurs, parfois dans des perspectives relativement vaines de rétablissement de vérités. Les médias comptent ainsi parmi les premiers pourvoyeurs de solutions telles que les dispositifs de vérification des (fausses) informations (*fact-checking*) ou de démystification des rumeurs (*debunking*) : ils mettent en place des équipes, des services complets parfois, qui produisent des articles, chroniques, rubriques destinées à ces travaux.

D'autres acteurs s'emparent également de cette problématique, que ce soit dans une même optique de reconquête de la confiance des publics dans les médias et les institutions plus globalement ou que ce soit dans des perspectives d'éducation des publics, jeunes ou moins jeunes : c'est ce que proposent les désormais nombreuses initiatives d'éducation aux médias et à l'information qui, pour une grande part au cours des dernières années ont été orientées vers l'éducation à la désinformation et aux moyens de s'en préserver. Cette fois, des journalistes, mais aussi des enseignants, des ONG, des organismes étatiques, des associations citoyennes, etc. sont à la manœuvre.

La difficulté, pour l'ensemble de ces dispositifs, toutefois, reste la fragilité de leurs fondements empiriques. Les expérimentations sont nombreuses ; mais les études ex-post sont peu répandues. Les « initiatives » sont innombrables ; mais les protocoles validés scientifiquement restent rares. Les fonds mobilisés sont parfois conséquents ; mais les stratégies sont souvent peu lisibles. Les opérations à court-terme prédominent ; mais les programmes à moyen et long terme peinent à éclore...

Tous ces constats, déjà nuancés, méritent de l'être davantage encore, a fortiori à une échelle aussi large que le monde francophone. Toutefois, nous observons que bon nombre d'ouvrages parus, notamment en France et au Québec, ne permettent pas d'analyser en profondeur ces stratégies ni de les connaître suffisamment. Parce que les travaux sur ces sujets restent peu nombreux ou consacrés aux aspects journalistiques (fonctionnement) de ces opérations ; parce que ces productions sont le fait de professionnels, eux-mêmes parties prenantes de ces actions parfois.

Pourtant, comme le fait remarquer l'OIF : « Depuis le début de la pandémie de Covid-19, les conséquences néfastes de la circulation massive d'infos sur l'intégrité physique des personnes nous ont rappelé l'urgente nécessité de lutter contre la désinformation. » Et le nombre d'opérations destinées à cette lutte n'a eu de cesse de s'amplifier, lui aussi, depuis 2019.

À vrai dire, elles sont montées en puissance dès 2016 et le tournant pris par les médias dans la lutte contre la désinformation : concentrés depuis le début des années 2000 à la vérification de propos tenus par des personnalités politiques dans l'espace public (*fact-checking* politique), ils se sont mis massivement à élargir le spectre de leurs investigations numériques (telles que les nomment l'Agence France Presse, elle-même devenue leader de ce genre journalistique).

Face à la montée de la désinformation véhiculée à grande vitesse par Internet et les réseaux sociaux, ils ont été « conviés » par les plateformes comme Google et Facebook, au lendemain des épisodes du Brexit au Royaume-Uni et de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis (deux temps forts de désinformation à l'échelle mondiale), à participer à des dispositifs de vérification croisée. À grand renforts de séminaires, formations, financements d'outils et de personnels, ces plateformes les ont guidés vers la démystification des rumeurs en tout genre, véhiculées dans leurs contenus, par des individus, des organisations, des États, etc.

Bien sûr, l'antériorité de ces phénomènes est plus ancienne encore. L'OIF note avec perspicacité que « la Déclaration de Saint-Boniface sur la prévention des conflits et la sécurité humaine (2006) condamne « la désinformation et toute forme d'incitation à la haine et la violence » et les Chefs d'État et de gouvernements ont souligné, à l'occasion du Sommet d'Erevan de 2018, la nécessité de tenir compte de « la menace que représentent la désinformation ou les manipulations par production, rétention et déformation de l'information ». Plus récemment, lors du Sommet de Djerba, en novembre 2022, les chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage se sont engagés « à intensifier la collaboration (...) multi-acteurs (...) en continuant les efforts engagés afin de lutter contre les opérations de manipulation de l'information de grande ampleur, dans le respect de la protection de la liberté d'expression (...) et encourageant le renforcement et la diffusion des initiatives de la Francophonie en matière de lutte contre la désinformation ».

L'OIF a ainsi pris sa part dans l'organisation de rencontres de réflexions sur ces phénomènes dès 2019, puis dans de dispositifs de financement d'initiatives de médias ou d'autres acteurs dans ce domaine. Elle a également « réalisé deux études sur la lutte contre la désinformation et la vérification des faits dans l'espace francophone » : l'une pour recenser les initiatives francophones de vérification des faits (plus de 200 sur la plateforme ODIL) ; l'autre consacrée aux politiques publiques mises en œuvre dans les 88 États et gouvernements de la Francophonie.

En toute logique et par souci d'efficacité de ces nombreuses actions entreprises par une foultitude d'acteurs hétéroclites dans le domaine de la lutte contre la désinformation, le recensement, l'analyse et la potentielle valorisation des actions de recherche et de diffusion des connaissances académiques solides apparaît comme une étape incontournable. C'est ce que nous avons entrepris ici, collectivement, missionnés par l'OIF à travers le réseau Théophraste.

La cartographie des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation dont vous allez prendre connaissance ici est ainsi l'œuvre d'enseignants et enseignants-chercheurs des écoles membres du réseau Théophraste, le réseau des écoles de journalisme francophones. Pour mener à bien ce travail, ces écoles ont élaboré une méthodologie de recherche rigoureuse et mis à contribution la puissance de leur réseau francophone international afin que toutes les zones de la Francophonie soient « couvertes » par leur travail méticuleux de recensement des initiatives de recherche.

Nous parlons ici des 88 États et gouvernements membres de plein droit, membres associés et observateurs de l'OIF (<https://www.francophonie.org/88-etats-et-gouvernements-125>) et même plus globalement du réseau d'institutions académiques partenaires de l'Agence universitaire de la Francophonie réparties dans 12 pays (<https://www.auf.org/ameriques/a-propos/qui-nous-sommes/>).

Ce qu'il ressort de ce recensement méticuleux des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation, c'est d'abord une grande iniquité des territoires de la Francophonie. En effet, les initiatives à ce sujet se concentrent autour de grands pôles tels que le Canada pour la zone Amériques, la France pour la zone Europe et cinq à six pays de la zone Afrique.

Cela autour de deux types de structures qu'il nous a semblé pertinent de faire émerger au fil de l'identification des diverses initiatives : des structures de recherche scientifique classiquement adossées à des universités et/ des associations, écoles et autres entités académiques d'une part ; des structures d'autres types, comme des médias, notamment en lien avec le travail autour de la vérification de l'information (*fact-checking*) ou avec l'éducation au médias et à l'information (EMI), d'autre part.

Finalement, ce sont plus de cinquante organisations qui sont citées parmi les principales structures qui jouent un rôle en matière de recherche francophone sur la désinformation. Elles sont 38 à appartenir à la catégorie des structures universitaires et 14 à être rattachées ici aux structures moins conventionnelles sur le terrain de la recherche.

C'est en France que le nombre de laboratoires est le plus important : 13 sur les 14 repérés en Europe. Sachant que la France est aussi le lieu d'éclosion des structures « autres » repérées sur le continent (3). Au Canada, les 9 structures identifiées sont toutes d'ordre académique. Tandis qu'en Afrique subsaharienne et au Maghreb / Machrek, la répartition des structures est plus équilibrée, sans doute parce que, dans certains cas, des initiatives d'ONG, de médias ou d'OSC prennent le relais des institutions locales ou interviennent pour les appuyer. 15 entités universitaires et 11 autres sont donc présentes dans quelques 12 pays répartis sur le continent africain !

Cette présence finalement forte d'un potentiel de recherche sur la désinformation sur le continent africain révèle tout l'intérêt que portent les acteurs locaux aux enjeux liés à cette question. C'est à la fois un signe encourageant et un signe de relative urgence face aux risques de la désinformation dans de nombreux pays d'Afrique et face aux besoins criants en matière d'éducation aux médias et à l'information. Cela ne doit probablement pas être perçu à la légère par les institutions potentiellement en charge de l'accomplissement de nouveaux efforts d'encouragements dans ce domaine.

Enfin, ce qui est également visible immédiatement dans à notre étude, c'est l'absence de structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation dans la zone Asie-Pacifique. Bien entendu, des travaux existent, comme il en existe partout aujourd'hui dans le monde. Mais ils sont plutôt exprimés en d'autres langues que le français, parfois même *via* des partenariats scellés avec des acteurs issus de pays extérieurs à la Francophonie. Notre travail tente de les identifier également, de manière annexe, dans la partie consacrée ci-dessous à cette zone.

En somme, les données qui suivent permettent certes de mesurer les défis qui se posent en termes de renforcement des capacités de recherche liées à la désinformation dans le monde francophone. Mais elles conduisent surtout à dresser les contours d'innombrables possibilités de collaborations et de renforcements conjoints entre des structures qui ne sont pas aujourd'hui en mesure de partager leurs données et leurs connaissances. Cela alors même que l'on connaît les propensions des fausses nouvelles à s'affranchir des frontières et à irriguer les sociétés de tous les continents, successivement, à plus grande vitesse encore quand elles n'ont pas à composer avec la barrière de la langue.

Nul doute, dans ce contexte, que l'Organisation mondiale de la Francophonie saura tirer partie des préconisations mentionnées en ouverture de cette étude et issues, elles-aussi, des observations et de la concertation entre les experts missionnés par le réseau Théophraste.

Attendus

**Sont ici repris les attendus de l'OIF à propos de cette étude,
confiée aux enseignants-chercheurs des écoles de journalisme
membres du réseau Théophraste.**

**Ceci dans un but de transparence et de clarté
quant aux objectifs fixés et résultats obtenus.**

La « Cartographie des structures et capacités de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone » a pour objectifs de réaliser les travaux suivants :

- **Établir une cartographie des structures et des capacités de recherche francophones sur la désinformation et la lutte contre ce phénomène** qui permet d'identifier :
 - l'historique et/ou l'état d'avancement des travaux de recherche consacrés à la lutte contre la désinformation dans l'espace francophone (sous forme de bibliographie), les disciplines mobilisées ainsi que les thématiques et les domaines spécifiques de recherche associés à chaque projet ;
 - les ressources humaines et financières mis à la disposition de ces structures ainsi que leurs besoins en termes de rayonnement et de coopérations francophones ; l'existence et, le cas échéant, la nature des partenariats éventuels existant entre ces structures francophones de recherche entre elles, avec d'autres acteurs de la lutte contre la désinformation (société civile, médias, initiatives de vérification des faits, autorités publiques), ou avec des partenaires financiers (organisations internationales, fondations privées, autorités publiques) ;
 - l'intérêt de ces structures à coopérer au niveau francophone et à collaborer avec l'OIF dans la mise en œuvre de son projet-phare sur la lutte contre la désinformation ;
- **Proposer une liste des recommandations opérationnelles** pour la mise en œuvre d'actions de l'OIF en matière de soutien à la recherche et à la diffusion des connaissances francophones (expertise, plaidoyer, renforcement de capacités, formation, mise en réseau/partage de bonnes pratiques, partenariats), ainsi que les modalités pertinentes allant dans le sens du renforcement des capacités et de la mobilisation des structures de recherche dédiées à la lutte contre la désinformation dans l'espace francophone.

Les attendus concrets sont donc les suivants :

- **une cartographie dynamique** des structures et capacités de recherche au sein des États et gouvernements de la Francophonie permettant d'identifier les acteurs de la recherche en matière de désinformation dans l'espace francophone, de comprendre leurs expertises, les synergies francophones existantes ou potentielles, ainsi que les contextes de développement de ces structures ;
- **une vision représentative** et la plus exhaustive possible de l'étendue et de la diversité des travaux menés dans l'espace francophone, en langue française en particulier, sur la désinformation et la lutte contre ce phénomène ;
- **une identification des opportunités d'actions et de coopération** avec l'OIF ;
- **des recommandations opérationnelles** pour le renforcement des capacités, la mobilisation et la coopération potentielle entre des structures de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone ;
- **toutes autres données, informations ou recommandations pertinentes** permettant à l'OIF de définir une approche structurelle du soutien à la recherche et à la diffusion des connaissances francophones.

Méthodologie

Afin d'accompagner l'OIF dans son projet de « valoriser la recherche et favoriser la diffusion des connaissances francophones sur la désinformation et la lutte contre ce phénomène (à travers) la réalisation d'une cartographie des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation », le Réseau Théophraste a adopté une méthodologie qui s'appuie sur les solides expériences de ses membres en termes de recherche universitaire.

Grâce au concours de plusieurs de ses membres, le Réseau Théophraste a ainsi pu réaliser une typologie des initiatives et programmes de recherche en matière d'observation et de détection des campagnes de désinformation, en matière de lutte contre la désinformation et en matière de vérification des faits dans les 88 pays de l'espace francophone.

Il s'est donc agi, dans le cadre de cette cartographie, de mobiliser des techniques d'identification éprouvées en matière de recherche universitaire, tout en ayant recours, plus classiquement à la mobilisation de réseaux de chercheurs existants sur les terrains concernés, parce qu'ils ont la connaissance des initiatives locales, parce qu'ils sont connectés aux enjeux de la Francophonie, etc.

Les structures de recherche mentionnées dans cette cartographie-répertoire des initiatives sont prioritairement des « acteurs publics et privés évoluant dans le domaine de la recherche sur la désinformation, la compréhension de ce phénomène dans les différents contextes dans lesquels il peut se manifester ainsi que la compréhension des réponses systémiques développées dans la diversité des contextes francophones ».

Quant aux capacités de recherche évoquées dans les attendus, elles concernent principalement « les disciplines, les domaines et les thématiques spécifiques de recherche ainsi que les ressources humaines et financières qui y sont consacrées ». Ceci conformément au cahier des charges de l'OIF, mais également en relation avec la pertinence des critères de rigueur universitaire des auteurs de ce travail.

Protocole scientifique

Afin de réaliser un travail solide de recensement des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation, le Réseau Théophraste a mobilisé un protocole en lien avec les protocoles en vigueur dans les organismes et initiatives de recherche les plus sérieux.

Ainsi, le repérage préalable à l'établissement de la cartographie finale s'est notamment fondé sur les processus de validation par les pairs, propres au domaine de la recherche et qui se concrétisent par :

- l'organisation de séminaires, journées d'études, colloques, rencontres scientifiques, nationaux et internationaux de premier plan ou la participation à des événements de ce type ;
- la publication d'articles dans des revues de référence à comité de lecture, tout particulièrement dans le domaine des Sciences de l'information et de la communication, mais également dans des domaines connexes comme l'informatique pour ce qui est par exemple des procédés de détection des stratégies de désinformation en ligne ou des recherches en matière de *fact-checking* automatisé... ;

- la publication d'ouvrages ou de chapitres d'ouvrages dans des collections et éditions qui garantissent le sérieux des travaux ;
- la présence, dans les projets de laboratoires et équipes de recherche, d'axes de travail explicitement dédiés aux thématiques de la désinformation et de la lutte contre la désinformation, que ce soit en matière de journalisme ou dans tout autre domaine ;
- etc.

Au-delà du recensement et de l'identification des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation dans l'espace francophone, la connaissance concrète de la réalité de leurs objectifs, moyens techniques et pécuniaires, conditions de travail, organisation, structuration, savoir et savoir-faire, etc. a nécessité une approche particulièrement rigoureuse sur le plan scientifique.

Le postulat adopté est que de la rigueur de l'approche scientifique découlent les possibilités d'exploitation ultérieure d'une telle étude, tout particulièrement en matière de mise en œuvre d'actions de la Francophonie pour le soutien à la recherche et à la diffusion des connaissances francophones, soit, selon l'OIF, les notions suivantes : « expertise, plaidoyer, renforcement de capacités, formation, mise en réseau/partage de bonnes pratiques, partenariats », voire le renforcement des capacités et la mobilisation des structures de recherche dédiées à la lutte contre la désinformation dans l'espace francophone.

Comme demandé, les travaux en français ont été privilégiés et les initiatives des équipes universitaires ont également été mises en avant, bien que les propositions d'autres acteurs aient été explorées, qu'elles émanent d'ONG, de médias ou d'autres acteurs périphériques moins strictement universitaires. Ceci afin de repérer, dans les territoires, des points d'appui pour de futures impulsions de travaux de recherche, y compris pour y associer, in fine, les enseignants-chercheurs et universités des pays concernés qui souhaiteraient rejoindre ces préoccupations.

Recueil, traitement et analyse des données

Comme stipulé par les termes de référence de l'OIF, les données à recueillir au sujet des structures et des capacités de recherches francophones sur la désinformation dans l'espace francophone concernaient les aspects suivants :

- nom et implantation, ainsi que structure de rattachement, des entités de recherche publiques et privées évoluant dans le domaine de la désinformation, de la compréhension de ce phénomène dans les différents contextes dans lesquels il peut se manifester, ainsi que la compréhension des réponses systémiques développées dans la diversité des contextes francophones ;
- indications sur les disciplines mobilisées, les domaines et les thématiques spécifiques de recherche ;
- indications sur les ressources humaines et financières des initiatives recensées ;
- historique et/ou état d'avancement des travaux de recherche consacrés à la lutte contre la désinformation dans l'espace francophone (sous forme de bibliographie) ;
- ressources humaines et financières mises à la disposition de ces initiatives / structures ;
- partenariats éventuels existant entre ces structures francophones de recherche entre elles, avec d'autres acteurs de la lutte contre la désinformation ou avec des partenaires financiers (organisations internationales, fondations privées, autorités publiques) ;
- besoins des équipes de recherche en termes de rayonnement et de coopération francophone, ainsi que leur intérêt à collaborer avec l'OIF en matière de lutte contre la désinformation.

Cartographie

CAPACITÉ DE LA RECHERCHE SUR LA DÉSINFORMATION DANS L'ESPACE FRANCOPHONE



Scannez le code QR
pour accéder à la version
interactive



basemap from Natural Earth (CC0) - Source : Organisation Internationale de la Francophonie

AMÉRIQUES

L'étude des capacités de recherche de la zone Amériques a conduit à valoriser plus particulièrement, comme pour d'autres contrées francophones, les structures et capacités de recherche dont les travaux s'effectuent dans la langue française. Ceci, notamment parce qu'il a fallu opérer, dans le laps de temps strict imparti, des choix méthodologiques liés aussi aux différences entre les classifications des pays : selon qu'on se fie à la liste des 88 États membres associés et observateurs de l'OIF ou au réseau d'institutions académiques partenaires de l'Agence universitaire de la Francophonie (12 pays), le nombre d'États relevant de la région Amériques est fluctuant...

Ainsi, nous avons pu repérer quelques rares publications scientifiques ayant surtout porté sur la désinformation médicale ou l'hésitation vaccinale en Haïti. Mais bien qu'intéressantes, elles représentent essentiellement des initiatives de recherche isolées et aucunement des témoignages de capacités de recherche, ni conséquentes, ni particulièrement dédiées aux questions de désinformation. Nous tenons toutefois à citer ici les travaux suivants :

- Etienne, W. (2020). Haïti face à la gestion de la pandémie du COVID-19: contraintes, stratégies et conséquences. Mémoire de maîtrise, Université Catholique de Louvain.
- Farmer, P. (2003). Le SRAS et la coalition des réticents. *Vacarme*, 24, 43-45. <https://doi.org/10.3917/vaca.024.0043>
- Lucien, G. E. (2018). Le nord-est d'Haïti: la perle d'un monde fini: entre illusions et réalités (open for business). *Le Nord-Est d'Haïti*, 1-347.

Du côté des initiatives non-universitaires, nous avons également pu relever la présence de médias particulièrement actifs en matière d'analyse des phénomènes de désinformation, comme c'est le cas en Argentine (État observateur) avec Chequeado. Lancé en 2010, ce média de *fact-checking* s'est donné pour but d'apporter des données au débat public, avec l'aide de partenaires étatsuniens et européens. Ainsi, au fil des années, Chequeado, avec un effectif de 36 personnes, est allé au-delà du travail journalistique et de vérification des faits, pour développer un programme d'innovation, un programme d'éducation et un programme d'impact et de nouvelles initiatives : mesure d'impact, recherche académique, gestion de projets spéciaux et coordination de LatamChequea. L'organisation produit également des recherches sur la vérification des faits et plusieurs plates-formes orientées vers l'amélioration de l'accès à l'information, ainsi que des initiatives d'innovation pédagogique pour toucher des milliers d'adolescents dans le domaine de l'éducation aux médias.

Pour ce qui concerne ensuite les autres pays de cette zone géographique, compte tenu de la méthodologie que nous nous sommes fixés, nous avons pu noter que les structures et capacités de recherche recensées sur la désinformation dans la région Amériques sont majoritairement situées au Canada et plus précisément dans la province du Québec. Cet intérêt de recherche au Canada – et donc au Québec – pour la thématique de la désinformation s'explique en partie par une volonté politique affichée de mise à disposition des subventions de recherche dans le cadre d'un programme planifié de concours spéciaux.

C'est le cas du soutien continu aux projets de recherche et d'éducation sur les médias pendant que le Canada poursuit sa lutte contre la désinformation en ligne (<https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/02/soutien-continu-aux-projets-de-recherche-et-deduction-sur-les-medias-pendant-que-le-canada-poursuit-sa-lutte-contre-la-desinformation-en-ligne.html>) ou de l'initiative conjointe pour la recherche en matière de citoyenneté numérique. Cette dernière vise en effet à promouvoir la recherche canadienne permettant de mieux comprendre les répercussions de la désinformation en ligne au Canada afin d'éclairer davantage les programmes et les politiques, à renforcer la capacité du Canada d'effectuer des recherches sur la lutte contre la désinformation en ligne et autres dangers connexes en ligne et favo-

riser la création d'une communauté de recherche dans le domaine de la citoyenneté numérique et de la désinformation en ligne au Canada.

Ces fonds publics octroyés à différentes échelles (fédérale et provinciale) contribuent à la création, au renforcement des capacités ou à la réorientation des thématiques de recherche pour des structures de recherche déjà existantes. Des publications scientifiques (articles, livres, thèses et mémoires) actuelles ou à venir illustrent l'intérêt grandissant pour la thématique de la désinformation en général. À l'Université de Montréal, par exemple, un cours est entièrement dédié au phénomène de désinformation (<https://admission.umontreal.ca/cours-et-horaires/cours/com-2220/>).

Ce sont ainsi pas moins de neuf initiatives récentes ou en cours qui ont été recensées dans notre étude au Québec, dont quatre pour la seule université Laval (Centre d'études sur les médias ; Chaire de leadership en enseignement sur les pratiques pédagogiques innovantes en contexte numérique ; Laboratoire de recherche Co-DOT ; Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique), la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents de l'Université de Sherbrooke et celle de recherche du Canada en éducation aux médias et droits humains de l'Université Teluq, le Laboratoire de recherche sur la communication et le numérique de l'UQAM, le Canadian Election Misinformation Project de l'Université McGill et, enfin, le projet inter-universités ARCANES (ARts, Communication, Artifices Numériques et Écosystèmes Socio-numériques).

L'intérêt très particulier des initiatives recensées sur cette zone concerne l'interdisciplinarité observée sur l'ensemble des travaux : science politique, sciences de l'éducation, psychologie, sciences de l'information et de la communication... laissent entrevoir des capacités de recherche plus complètes en matière de désinformation ou, en tout cas, en termes de compréhension des enjeux et mécanismes à l'œuvre dans ces phénomènes.

Bien entendu, le Canada non-francophone peut lui aussi être riche d'autres initiatives de recherche sur la thématique de la désinformation, tout comme il peut d'ailleurs se nourrir des travaux extrêmement nombreux publiés en langue anglaise chez ses voisins, particulièrement aux États-Unis, berceau du *fact-checking* et des principales plateformes d'Internet et des réseaux sociaux impliqués dans les circuits de diffusion des fausses nouvelles, mais aussi soutien financier de nombreuses expériences médiatiques et/ou universitaires menées de par le monde francophone notamment.

De la même manière, il va de soi que, dans le monde francophone plus spécifiquement « américain » de multiples initiatives d'entreprises médiatiques, d'associations professionnelles ou d'autres acteurs de la société civile peuvent donner lieu à d'autres études. Mais, dans la mesure où leurs travaux ne sont pas principalement liés à des activités de recherche, ils ne sont pas exagérément repris ici.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Notre étude sur la cartographie des structures et capacités de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone, révèle le faible nombre d'écoles de journalisme en Afrique francophone de l'Ouest et du Centre qui développent des programmes de travail sur ce thème. Notre recensement, ainsi qu'un questionnaire adressé à quinze (15) écoles et instituts de formation en journalisme ou dans les métiers de l'information contactés par mail, nous indique que les activités de recherche et d'enseignement en matière de désinformation des entités répondantes sont d'ailleurs peu structurées.

Dans cette région du monde, seul le CESTI (Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information) apparaît comme disposant d'un comité scientifique constitué d'enseignants chercheurs et d'une revue pour la publication de recherches sur la désinformation (Revue africaine de communication).

Il faudrait bien entendu des analyses plus détaillées et des enquêtes plus complètes pour expliquer ce faible investissement dans une matière pourtant en pleine expansion dans les autres régions du globe en général et du monde francophone en particulier. Des causes qui viennent immédiatement à l'esprit mériteraient d'être examinées par des moyens empiriques :

- la relative nouveauté du phénomène en Afrique ;
- l'absence d'intérêt manifesté par les organismes publics et privés à ces travaux ;
- la faiblesse de financement ;
- l'absence de partenariat ;
- le déficit de formation des enseignants chercheurs sur ce domaine ;
- la non-maîtrise des outils modernes de détection ;
- la difficulté de révision des maquettes de formation existantes (pour y intégrer cette thématique).

Au-delà du CESTI, le Sénégal compte à lui seul deux autres organisations en lien avec la recherche sur la désinformation : l'École de Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes (EBAD), notamment sur l'éducation aux médias et à l'information d'une part ; le Timbuktu Institute et l'African Center for Peace Studies d'autre part, qui travaille sur les discours de haine et l'impact de la désinformation sur l'insécurité au Sahel.

Et cinq autres pays sont également représentés sur ce terrain de recherche spécifique, qu'il s'agisse du Bénin (École Nationale des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication – ENSTIC et Observatoire des Sciences de l'Information et de la communication – ObSIC), du Cameroun (Association camerounaise d'éducation aux médias – ÉDUK-MÉDIA), de la Côte d'Ivoire (Institut des Sciences et des Techniques de la Communication – ISTC) ou du Mali (École supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication – ESJSC).

Parmi ces entités, certaines sont, aujourd'hui encore, davantage positionnées sur des questions d'enseignement que de recherche ; mais elles ont en commun de se montrer convaincues de l'utilité de muscler leurs travaux de recherche et disposent de ressources humaines mobilisables dans ce cadre et parfois déjà mobilisées à l'extérieur du cadre institutionnel qu'elles offrent actuellement.

Notre étude montre, par ailleurs, que plusieurs structures non universitaires (Think tank, Associations de bloggeurs, etc.) et des personnalités (journalistes, influenceurs, activistes, etc.) s'intéressent activement à la lutte contre la désinformation et agissent pour la combattre. C'est le cas de GuineeCheck, à Conakry, en Guinée, ADISI DataCameroon, à Douala, au Cameroun, de CongoCheck, à Goma, en République démocratique du Congo, de #StopATénè à Bangui, en République centrafricaine, ou de AfricaCheck, créé en 2012 et dont la version francophone est basée à Dakar, au Sénégal, depuis 2015, par exemple.

Pour ce dernier média, nous parlons d'une équipe de près de 40 personnes, qui a publié plus de 1 300 d'articles de vérification des faits et vérifié plus de 1 800 déclarations dans sa mission première de *fact-checking*. Mais ses travaux ont aussi consisté jusqu'à aujourd'hui à publier des fiches d'information et des guides sur des sujets contestés. Le site évoque 17 millions de visiteurs et 23,5 millions de pages. Il est vrai qu'il est labellisé par l'IFCN (International Fact-Checking Network) comme l'est un seul autre site africain déjà cité plus haut (CongoCheck), ce qui lui confère une légitimité en matière d'analyse de ces phénomènes de désinformation, dans la mesure où le réseau associatif de l'IFCN contribue à la formation de ses membres.

Des partenaires extérieurs financent par ailleurs déjà des actions avec des fonds conséquents dans cette zone, particulièrement en Afrique francophone où l'Union européenne (à travers ses Représentations) et l'État français (à travers ses postes d'ambassade ou via CFI également), ainsi que de nombreuses fondations (Hirondelle, Deutsche Welle, etc.), encouragent le journalisme francophone orienté vers la lutte contre la désinformation, sans toujours disposer d'outils scientifiques de diagnostic et d'évaluation des dispositifs mis en place.

À noter que dans les îles de l'Océan Indien, aux Comores, à Madagascar et à Maurice, aucune activité de recherche francophone particulièrement dédiée aux enjeux de la désinformation n'est clairement identifiable. Ceci, alors même que les enjeux dans ces territoires largement francophones sont majeurs.

MAGHREB-MACHREK

La recherche sur la thématique de la désinformation dans la région du Machrek et du Maghreb se déroule essentiellement au sein des établissements universitaires, principalement les facultés et écoles dispensant des formations initiales et de recherche en sciences de l'information et de la communication.

Dans plusieurs d'entre elles, cette activité se développe dans le cadre de masters de recherche, de thèses de doctorat ou des articles publiés dans des revues scientifiques si elles existent. Les colloques nationaux et internationaux consacrés entièrement ou partiellement à l'analyse critique des médias, à la désinformation sur les médias sociaux, à la rumeur et à la propagande présentent un cadre plus ouvert réunissant plusieurs entités scientifiques, qu'il s'agisse de laboratoires de recherche ou de départements ayant pour objet d'études les médias et la communication.

Le regard pluridisciplinaire appréhendant la problématique de la désinformation dans les champs qu'elle traverse, est favorisé essentiellement dans ces rencontres scientifiques de haut niveau sollicités et appuyés par ailleurs par d'autres acteurs locaux et internationaux comme le montre notre recensement. Les contributions des chercheurs relayées par les médias et éditées dans des publications accessibles au large public favorisent un partage des connaissances, donnent de la visibilité aux problématiques actuelles de la désinformation et pointent les dérives de la communication via les médias sociaux.

Néanmoins les résultats de ces activités de recherche, pour ce qui concerne les régions du Maghreb et de Machrek, sont publiés principalement en langue arabe, et, en deuxième lieu, en langue anglaise.

L'éducation aux médias traditionnels et numériques est un autre axe d'enseignement et de recherche développé dans certaines institutions universitaires. Cet axe est finalement proche, de par ses contenus parfois, des questions liées à la lutte contre la désinformation... et proche des contenus-mêmes de la vérification et de la compréhension de l'écosystème informationnel. Plusieurs thèses de doctorat explorent des aspects liés à cette thématique et dans certains pays comme la Jordanie, toutes les universités publiques ont généralisé le module « éducation aux médias ».

Si bien que nous avons retenu dans cette région du monde pas moins de sept interlocuteurs principaux déjà impliqués sur les thématiques de recherche en lien avec la désinformation, à des niveaux divers bien entendu. Ils sont ainsi deux en Tunisie, en lien avec l'Université de la Manouba, que ce soit l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI) lui-même ou bien l'initiative Lab'Track ; ils sont trois au Maroc, plus particulièrement à Rabat, avec l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC), le Centre de Recherches et d'Éducation aux Médias (CREM) et le Laboratoire Médiation-Information-Knowledge-Society (MIKS) ; tandis que le Laboratoire Médias, Usages Sociaux et Communication (MUSC) de l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJI) et le Laboratoire des sciences de l'information et de la communication de l'Université Libanaise ferment la marche, respectivement en Algérie et au Liban.

Une autre dynamique d'exploration du phénomène de la désinformation est observable dans les pays arabes, à savoir les initiatives multiples de mise en place de plateformes consacrées aux processus de vérification des contenus diffusés sur les médias sociaux. Menés sous la bannière de la lutte contre la désinformation par des acteurs de la société civile appuyés par des organisations internationales – à l'instar de l'UNESCO, le PNUD, le Conseil de l'Europe – ces initiatives sont de plus en plus nombreuses.

Si les universités ne sont pas directement concernées par de tels projets, leurs ressortissants comptent aussi parmi les participants potentiels aux travaux autour de cette thématique : leurs enseignants-chercheurs experts et leurs étudiants également, dans le cadre des stages professionnels de leurs cursus et leurs propositions lors des projets de fin d'études en master professionnel ou en licence, contribuent aussi, à leur manière, au partage de nouvelles connaissances sur la désinformation.

Les instances telles que les structures de régulation ou les centres d'enseignement pratique proposent des guides de vérification des contenus diffusés par les médias sociaux. Bien qu'édités en langue arabe le plus souvent, ces guides comportent des approfondissements conceptuels concernant la désinformation, les fausses nouvelles, la rumeur, avant de procéder à l'exposé des techniques de *fact-checking* notamment.

Ce sont ainsi quatre structures dites « annexes » qui sont présentes dans notre recensement : les autorités de régulation mauritanienne (HAPA) et marocaine (HACA) ; l'École Nationale d'Administration, de Journalisme et de Magistrature (ENAJM) de Nouakchott, qui figure encore comme un partenaire potentiel des dispositifs de formation et de recherche en matière de lutte contre la désinformation ; et, enfin, l'Institut de Recherche Sur le Maghreb Contemporain (IRMC), à Tunis, qui est susceptible de faire évoluer ses travaux de recherche vers davantage de proximité avec cette même thématique.

Là aussi, comme pour l'Afrique subsaharienne, des partenaires extérieurs financent déjà des actions, notamment l'État français (à travers ses postes d'ambassade dans les pays du G5 Sahel et/ou via CFI tout particulièrement), ainsi que de nombreuses fondations (Deutsche Welle, etc.), qui encouragent le journalisme francophone orienté vers la lutte contre la désinformation. On peut également citer l'action de l'Union européenne, par exemple à travers le PAMT 2 (Programme d'appui aux médias tunisiens 2021-2026), autour de nombreux aspects du journalisme, dont l'éducation aux médias et à l'information ou les nouveaux formats dans lesquels compte le *fact-checking*. Là encore, il est aisé d'imaginer à quel point ces programmes et actions nécessiteraient davantage de production de connaissances scientifiques de diagnostic et d'évaluation des dispositifs mis en place.

ASIE-PACIFIQUE

Pour cette zone, nous relevons une proportion réduite d'entités de recherche dédiées à la désinformation exerçant dans un contexte francophone. Cela s'explique, d'une part et naturellement, par le nombre limité de territoires membres de l'OIF. Ils sont deux pour la partie ouest du continent : Arménie et Géorgie. Ils sont sept au sud et sud-est : Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Corée du Sud, Vanuatu et Nouvelle-Calédonie. L'autre facteur d'explication, probablement majeur cette fois, est certainement la langue qui y est utilisée majoritairement pour les travaux académiques et qui n'est quasiment jamais le français. Malgré tout, nous avons souhaité recenser des entités dont l'activité peut être considérée, par certains aspects, connexes à la lutte contre la désinformation.

Géorgie

Pour ce pays, nous n'avons à ce stade pas identifié de structure de recherche de nature francophone portant sur la désinformation, mais nous relevons l'existence, sur la question sensible des fausses informations dans le domaine de la santé (notamment dans le contexte de la crise pandémique de Covid-19), les réflexions menées par The Richard Lugar Public Health Research Center (à Tbilissi), laboratoire financé depuis les États-Unis.

Vietnam

Au Vietnam, nos investigations n'ont pas fait émerger d'unités de recherche utilisant spécifiquement le français sur ces mêmes questions, mais nous relevons que certaines approches de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement, sous la double tutelle en France du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de celui chargé des Affaires Étrangères), en particulier sur les questions de maladies infectieuses et d'environnement, ont pu interroger les préoccupations liées à la désinformation.

Thaïlande

À l'instar du Vietnam, la Thaïlande bénéficie des actions de l'IRD (Institut de recherche pour le développement) en mettant l'accent sur la formation des étudiants et jeunes chercheurs. En outre, le pays a mis en place, fin 2019, un « Centre anti-fake news » mais celui-ci présente les limites d'une part de ne pas travailler en français et d'autre part de ne pas produire de recherche académique.

Laos

Dans ce même esprit de soutien venu de l'extérieur (voir IRD au Vietnam et en Thaïlande), le Laos est doté d'un « Accelerator Lab » financé dans le cadre des programmes du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le dispositif (international) du PNUD intitulé iVerify, pour lutter contre la « pollution de l'information pendant les périodes électorales » a ainsi pu être expérimenté et offrir matière à certaines analyses.

Corée du Sud

Dans ce pays, nous n'avons pas recensé d'unité de recherche produisant des travaux en langue française sur les questions de désinformation, mais de nombreux travaux en anglais et coréen sont produits dans la période récente (c'est le cas, en particulier, du SNU FactCheck Center, situé à The Seoul National University, qui fait collaborer des universitaires et 27 médias coréens établis).

Nouvelle-Calédonie

Dans ce territoire français, nous avons repéré deux laboratoires de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) dont les travaux, sans avoir à ce jour été formalisés à l'état de publications scientifiques dans des revues reconnues, ont approché les questions de désinformation : les unités LARJE (Laboratory of Legal and Economic Research) et LIRE (Interdisciplinary Laboratory for Educational Research).

En outre, l'IAC (Institut Agronomique néo-Calédonien) dont les objets de recherche portent sur l'appui au développement rural, a participé à la tenue d'une journée d'études, en collaboration avec les laboratoires CREM (Université de Lorraine) et CARISM (Université Paris Panthéon-Assas).

Par ailleurs, notons que certaines entités néo-calédoniennes, tout en n'effectuant pas de recherches académiques à proprement parler, se saisissent des enjeux liés à la désinformation, notamment dans un contexte de formation : c'est le cas par exemple du SNETAA Nouvelle-Calédonie, Syndicat de l'enseignement et de l'enseignement professionnel, que l'on trouve à l'initiative de certaines opérations en direction des publics enseignants et scolaires.

En définitive, concernant cette zone du monde, il nous semble déterminant de souligner, en dehors de ce nombre réduit de structures francophones, que la désinformation fait, en réalité l'objet de multiples recherches émanant d'entités extérieures, le plus souvent en langue anglaise. La circulation numérique de l'information dans les pays susmentionnés, de même qu'au Japon et en Chine, *a fortiori* depuis le début de la crise pandémique de Covid-19, soulève en effet de nombreux enjeux que viennent interroger, soit sur la base de méthodologie ethnographiques en ligne (à distance, donc), soit en se rendant sur place, plusieurs centres et structures de recherche établis par exemple aux États-Unis, en Australie, au Canada ou encore en Afrique du Sud.

Mentionnons, à simples titres d'exemples, certaines de ces entités dédiant une partie de leurs recherches à cette zone Asie-Pacifique : The National Bureau of Asian Research (États-Unis) ; The Asian Law Center's teaching, research and public policy work on Asia (University of Washington, États-Unis) ; New MIDAS Lab, rattaché à The Cronkite School to Study Misinformation (États-Unis) ; le programme Asia Security Initiative de The Atlantic Council's DFRLab – Digital Forensic Research Lab (États-Unis) ; McGill University and Public Policy Forum – Digital Democracy Project (États-Unis) ; The Institute for Data, Democracy & Politics (IDDP) à George Washington University (États-Unis) ; The Stanford Internet Observatory (États-Unis) ; PIVOT, the Progressive Vietnamese American Organization (États-Unis) ; Australian National University's College of Asia and the Pacific (Australie) ; the Asia Journalism Fellowship (AJF) à Singapour ; CIVICUS Asia Pacific (Afrique du Sud).

EUROPE

C'est sans conteste au niveau européen que de nombreuses structures francophones de recherche se sont emparées, ces dernières années, de la question de la désinformation. C'est le cas – naturellement et massivement – en France mais aussi, dans une moindre mesure, dans plusieurs autres pays où se sont développées des expertises singulières.

De même que pour les autres zones, nous relevons des statuts différents pour ces entités de recherche. Pour la France, la liste ci-dessous fait ainsi figurer en premier lieu les laboratoires de recherche et/ou les départements d'études rattachés à des organismes publics (le plus souvent des universités), puis dans un second temps les entités d'un autre type (dont on notera la diversité : tantôt adossées à un organisme financeur déjà solide, qu'il soit public ou privé ; tantôt autonomes et bénéficiant de moyens plus limités).

France

Laboratoires universitaires

CARISM : Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias, Université Paris-Panthéon-Assas (anciennement Université Paris 2) et IFP (Institut français de presse)

CERREV : Centre de recherche risques et vulnérabilités, Université de Caen Normandie

CHUS : Centre Humanités et Sociétés, Université Catholique de l'Ouest

CREM : Centre de recherche sur les médiations – CREM, Université de Lorraine

CAPS/IRSEM : Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie et Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire

CREW : Center for research of the English-speaking world, Université Sorbonne Nouvelle (anciennement Université Paris 3)

DE FACTO : EDMO France (European Digital Media Observatory), c'est-à-dire l'antenne française de l'Observatoire européen des médias numériques (financé par la Commission européenne), conduite par le MediaLab de Sciences Po Paris et par d'autres partenaires (médias, universités et associations)

IMSIC : Institut Méditerranéen des Sciences de l'Information et de la Communication, Université d'Aix-Marseille et EJCAM (École de journalisme et de communication d'Aix-Marseille)

IRISA : Institut de Recherche en Informatique et Systèmes Aléatoires, sous la tutelle de CentraleSupélec, du CNRS, de l'ENS Rennes, de l'IMT Atlantique, de l'Inria, de l'INSA Rennes, de l'Inserm, de l'Université Bretagne Sud et de l'Université de Rennes 1

INRIA : Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (anciennement « en informatique et en automatique »), Paris/autres villes

LERASS : Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, Université de Toulouse

OSI : Observatoire stratégique de l'information (entité autonome menée par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS, Institut de relations internationales et stratégiques)

PRIM : Pratiques et ressources de l'information et des médiations, Université de Tours et EPJT (École publique de journalisme de Tours)

Si la plupart de ces unités de recherche inscrivent leurs travaux en sciences de l'information et de la communication, nous relevons également – parmi leurs acronymes et leurs propres descriptions – d'autres approches dans des disciplines scientifiques complémentaires (en marketing/gestion, en sciences informatiques, en recherche médicale, en sciences cognitives, en linguistique).

Autres entités produisant des recherches/études sur la désinformation

ARCOM : Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (fusion de l'ex-CSA, Conseil supérieur de l'audiovisuel, et de l'ex-Hadopi, Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet), Paris

Chaire UNESCO « Savoir Devenir à l'ère du développement numérique durable : articuler usages et apprentissages pour maîtriser les cultures de l'information », située à l'Université Sorbonne Nouvelle (et à laquelle est par ailleurs adossée l'Association Savoir*Devenir, travaillant plus particulièrement sur les questions d'Éducation aux Médias et à l'Information).

CLEMI : Centre de liaison pour l'éducation aux médias et à l'information, Paris
MediaLab AFP : au sein de l'Agence France-Presse, Paris

Suisse

AJM : Académie du Journalisme et des Médias, Université de Neuchâtel

En outre, nous avons pu distinguer, dans d'autres pays européens, des entités ayant tissé des liens et travaux avec des unités de recherche en langue française, interrogeant les phénomènes de désinformation sans pour autant que cela soit devenu un thème de recherche de prédilection pour elles, qu'il s'agisse du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel belge ou d'écoles de journalisme en Suisse, en Roumanie ou en Bulgarie. Nous pouvons citer ici le Centre de formation au journalisme et aux médias de Lausanne (CFJM), le département de Psychologie de l'Université de Fribourg, le Centre de recherche sur le public et la société de la Haute École zurichoise (Fög), la Faculté de journalisme et de communication de masse de l'Université de Sofia ou encore la Facultatea de Jurnalism si Stiintele Comunicarii (FJSC) de l'Université de Bucarest.

Enfin, nous nous permettons d'ajouter ici deux références issues de deux pays européens non-membres de l'OIF, qui, elles aussi ont porté des travaux avec des unités de recherche en langue française, interrogeant les phénomènes de désinformation : l'Institut Hans-Bredow (HBI), centre de recherche spécialisé dans les mutations du monde médiatique et de la communication, à Hambourg, en Allemagne, et le Département pour les Médias et le Journalisme, Université de Linnaeus (Växjö), en Suède.

En somme, si de nombreux acteurs européens ont fait le choix de s'associer à des actions de recherche sur la désinformation, il ressort de notre recensement une forte prédominance des travaux réalisés par des acteurs français. Cela ne correspond en rien à un biais méthodologique lié à la proximité de ces acteurs avec une partie des auteurs de cette étude, comme nous avons-nous-mêmes tentés de le comprendre initialement. En réalité, ce qui peut expliquer au moins partiellement la prédominance de la présence d'acteurs français dans cette thématique de la recherche sur les phénomènes de désinformation et mésinformation, a certainement trait avec le rôle des médias, le rôle de l'Éducation nationale et celui, plus globalement de l'État.

Pour ce qui concerne le rôle des médias, ils ont participé en grand nombre aux premières opérations de type *CrossCheck* ou *Third Party fact-Checking Program*, respectivement organisée par Google et Facebook, et ainsi entraîné dans leur sillage des écoles de journalisme et des laboratoires de recherche qui en sont plus ou moins proches, pour questionner le bien-fondé de ces pratiques professionnelles d'un nouveau genre, notamment le *fact-checking*.

Pour ce qui concerne le rôle de l'Éducation nationale, elle dispose d'un organisme associé appelé CLEMI, pour Centre de liaison pour l'Éducation aux médias et à l'information, qui travaille depuis plus de trente ans à la sensibilisation des publics aux enjeux de l'activité médiatique. Cette activité, au cours des

dernières années, s'est tout particulièrement consacrée aux questions de désinformation et mésinformation, à l'usage des réseaux sociaux, aux modes de communication des plus jeunes publics globalement. Si bien que ce vaste domaine de l'EMI est aujourd'hui un domaine grandement concerné lui aussi par la lutte contre les fausses informations et qu'il engendre un certain nombre de programmes de recherche et d'accompagnement de nombreux acteurs tels que l'Unesco ou d'autres.

Enfin, pour ce qui concerne le rôle de l'État, au-delà même des aspects liés à l'Éducation nationale, il faut noter à quel point les politiques publiques ont été particulièrement en éveil, en France, sur cette thématique de la lutte contre la désinformation sous toutes ses formes. D'abord sur le plan intérieur, quand une loi contre la manipulation de l'information est promulguée le 22 décembre 2018, afin de sécuriser, notamment, les échéances électorales et les tentatives pour les déstabiliser. Puis aussi sur le plan extérieur, quand, sur de nombreux terrains stratégiques et face à de multiples enjeux géopolitiques (tout particulièrement en Afrique francophone), il s'est agi de mobiliser des acteurs divers (réseau consulaire, ONG, médias, système éducatif, etc.) contre les opérations de désinformation menées à l'encontre de la France (voir par ailleurs). Cette mobilisation a également rejailli sur la prise de conscience des centres de recherche nationaux, qui se sont davantage mobilisés autour de ces enjeux.

Conclusion

Au terme de cette vaste entreprise d'identification des structures et capacités de recherche sur la désinformation dans l'espace francophone, nous pouvons affirmer qu'il s'agit manifestement d'un réseau à la fois en construction et en devenir.

En construction car ces structures ont investi le champ des questions liées à la désinformation en ordre totalement dispersé, ce qui est naturel face à l'apparition d'un champ nouveau de recherche tel que celui-ci. Le monde universitaire et académique a par ailleurs observé parfois ce champ avec circonspection voire méfiance, mettant en avant la nécessité de tenter de l'observer avec des outils éprouvés et des connaissances déjà mobilisées pour d'autres champs connexes comme la communication ou le journalisme.

En devenir, ce réseau l'est aussi, car les structures citées dans cette étude savent tout l'intérêt qu'elles ont à collaborer pour pouvoir mieux appréhender cette matière nouvelle, un peu à la manière dont les États ont dû, eux aussi, collaborer et s'affranchir des obstacles habituels face à l'apparition inédite d'un virus en 2019, pour se mettre en quête d'un vaccin. Nous nous permettons ici cette comparaison car les phénomènes de désinformation (préférons le pluriel ici, compte tenu de la disparité des situations) ont un certain nombre de similitudes avec la maladie en question : l'effet de sidération face à l'explosion du phénomène tout autour du globe, pour commencer, sans que cela semble clairement identifiable et enrayable ; la dangerosité ensuite face au caractère mortifère que revêt souvent cette désinformation pour les processus démocratiques et plus globalement pour la bonne information des peuples ; l'absence de remède suffisamment puissant ou de solution préventive suffisamment efficace pour éviter les dangers, devenus inéluctables.

Là encore, comme pour la Covid – avec laquelle nous arrêterons ici le comparatif – il semble prudent de s'en remettre aux pôles d'expertise les plus fiables pour espérer dégager des consensus scientifiques à-même de mieux comprendre puis, *in fine*, de mieux contrer les phénomènes en cause dans les situations de désinformation. Cette étude pose selon nous les bases d'identification de nombreux acteurs, dont la répartition territoriale inégale ne doit aucunement être considérée comme un frein, mais comme la possibilité de consolider des pôles qui sauront mieux, ensuite, accompagner les régions les plus éloignées de l'expertise.

D'autant que, pour certaines zones comme l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, il existe déjà un tissu d'entreprises éparses de recherche en matière de lutte contre la désinformation. Leur force est donc leur potentielle complémentarité (à démontrer) et leur faiblesse réside probablement dans leur pérennisation, tant elles sont souvent tributaires de fonds extérieurs d'ONG, d'États ou d'autres acteurs qui n'ont pas toujours en tête le temps long d'installation d'une expertise universitaire sur un territoire.

À l'instar de l'OIF, dans les termes de référence de notre étude, le Réseau Théophraste ne peut que considérer que la dimension de recensement des expériences conduites à travers les différentes régions et pays est un préalable incontournable à l'établissement de toute stratégie pertinente de mise en relation et d'encouragement d'initiatives dédiées à une meilleure compréhension et analyse de ces phénomènes. C'est ici grandement chose faite. Et c'est ce qui permet de rédiger ci-après des préconisations destinées à renforcer les connaissances dans ce domaine.

Car les phénomènes de désinformation, longtemps simplement considérés par des journalistes et des médias à la pointe de la vérification et de la démystification des rumeurs (*fact-checking* et *debunking*), sont aujourd'hui devenus des enjeux démocratiques majeurs dont souhaitent s'emparer nombre d'organisations de la société civile, dans une optique d'éducation aux médias et à l'information. Ces deux champs s'avèrent en effet considérablement liés et durablement. Leurs champs de recherche sont d'ailleurs appelés à se compléter et parfois même à fusionner, comme cela apparaît déjà dans le contenu des domaines d'expertise des différentes entités recensées. Cela, en Francophonie comme ailleurs, partout où les sociétés sont menacées des mille maux de la désinformation.

Bibliographie (sélection)

AUDINET Maxime, LIMONIER Kevin, 2022, « Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone : un écosystème flexible et composite », *Questions de communication*, n°41, pp. 129-148.

BIESTA Gert, 2007, « Bridging the gap between educational research and educational practice: The need for critical distance », *Educational Research and Evaluation*, 13, 295-301.

DIAKHATE Djibril, MBENGUE Moustapha, SAMBA Moussa, 2021, « L'Analyse des Réseaux Sociaux (ARS), une démarche de détection des théories conspirationnistes dans les réseaux socio-numériques : le cas des tweets dans la lutte contre la Covid-19 en Afrique », *Revue Africaine de Communication* (Université Cheikh Anta Diop de Dakar, CESTI – Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information), <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03560720/>

EUROPEAN COMMISSION, 2018, *A multi-dimensional approach to disinformation*, Report of the independent High level Group on fake news and online disinformation, <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/final-report-high-level-expert-group-fake-news-and-online-disinformation>

HENRY Néhémie, SWIATEK Cécile, 2018, « L'Université comme rempart aux « Fake News » : colloque de la Conférence des présidents d'université – Paris, 15 février 2018 », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, n° 15, https://bbf.enssib.fr/tour-d-horizon/l-universite-comme-rempart-aux-fake-news_68288

JOUX Alexandre, PÉLISSIER Maud (dir.), 2018, *L'information d'actualité au prisme des fake news*, L'Harmattan.

LANDRY Normand, BASQUE Joëlle, 2015, « L'éducation aux médias : contributions, pratiques et perspectives de recherche en sciences de la communication », *Communiquer*, n°15, p. 47-63.

LEICHTER Frédérique, GANASCIA Jean-Gabriel, ASKENAZY Philippe, DEBRÉ Patrice, JEANDEL Catherine, LEDUC Michèle, LETELLIER Lucienne, MOLINIÉ Antoinette, 2018, « COMETS AVIS 2018-37 - Quelles nouvelles responsabilités pour les chercheurs à l'heure des débats sur la post-vérité », *COMETS (Comité d'éthique du CNRS)*, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02117383/>

NIBLOCK Sarah, 2007, « From 'knowing how' to 'being able'. Negotiating the meanings of reflective practice and reflexive research in journalism studies », *Journalism Practice*, 1 (1), pp. 20-32.

NICEY Jérémie, BIGOT Laurent, 2020, « Le soutien de Google et de Facebook au fact-checking français : entre transparence et dépendance », *Sur le journalisme / About journalism / Sobre jornalismo*, 9 (1), pp. 58-73.

NYGREN Thomas, FRAU-MEIGS Divina, CORBU Nicoleta, SANTOVEÑA-CASAL Sonia, 2022, « Teachers' views on disinformation and media literacy supported by a tool designed for professional fact checkers: perspectives from France, Romania, Spain and Sweden », *SN Social Sciences* 2, 40, <https://link.springer.com/article/10.1007/s43545-022-00340-9>

SAUVAGEAU Florian, THIBAUT Simon, TRUDEL Pierre (dir.), 2018, *Les fausses nouvelles : nouveaux visages, nouveaux défis*, Presses de l'Université Laval.

STENCEL Mark, RYAN Erica, LUTHER Joel, 2022, « Fact-checkers extend their global reach with 391 outlets, but growth has slowed », *Duke Reporters' Lab*, 17 juin 2022, <https://reporterslab.org/fact-checkers-extend-their-global-reach-with-391-outlets-but-growth-has-slowed/>

WARDLE Claire, DERA KHSHAN, Hossein, 2017, *Information Disorder. Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking*, Report for the Council of Europe.

Auteurs

Laurent Bigot, coordinateur de l'étude

Laurent Bigot est journaliste (carte de presse 91503) et maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat intitulée : « L'essor du *fact-checking* : de l'émergence d'un genre journalistique au questionnement sur les pratiques professionnelles » (Université Paris II – Panthéon-Assas, 2017). Il est également l'auteur d'un ouvrage (« Fact-checking vs Fake news : vérifier pour mieux informer », INA Éditions, 2019) et de nombreux articles de recherche sur la vérification de l'information, travaux pionniers dans le monde francophone.

Laurent Bigot est actuellement enseignant-chercheur à l'Université de Tours, pour laquelle il dirige l'École publique de journalisme de Tours (EPJT), l'une des 14 formations reconnues par la profession en France. Il a créé, au sein de l'école, le média de *fact-checking* politique *FactoScope.fr*, qui a remporté le prix « News-torm » de *Franceinfo* et un certificat d'excellence pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur. Ses travaux de recherche sur la désinformation sont coordonnés dans le cadre de l'équipe de recherche PRIM (Pratiques et Ressources de l'Information et des Médiations), au sein de l'Université de Tours.

Il est également, depuis 2017, l'unique assesseur de l'International Fact-Checking Network (IFCN) pour la France et le monde francophone. Il audite, à ce titre, les médias francophones qui souhaitent inscrire leur travail de vérification en conformité avec le « Code de principes » de cette organisation internationale de référence.

Ses missions de formation et de conseil l'ont conduit à travailler avec plusieurs institutions et organismes internationaux : Union de la presse francophone (UPF), CFI - Développement Médias, ambassades de France (Tunisie, Maroc, République Centrafricaine...), Médias & Démocratie, Actions Médias Francophones International, etc. Il a ainsi formé à la vérification de l'information aux Comores, au Maroc, en Mauritanie, au Cameroun, en Tunisie, en République Centrafricaine, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Liban...

Yacine Diagne, coordinatrice Afrique subsaharienne

Yacine Diagne est enseignante chercheuse et cheffe du département radio au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (Cesti), Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Ancienne journaliste et directrice des programmes d'une radio, elle est titulaire d'un diplôme supérieur de journalisme (DSJ) du CESTI. Titulaire d'un master en Communication de l'Université Paris 13, Yacine Diagne est ancienne Directrice de la communication de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. C'est dans ce cadre qu'elle a participé à la mise en place de la radio UCAD, notamment la confection de sa grille des programmes. Yacine Diagne est également titulaire d'un doctorat en Science politique de l'Université Paris Dauphine. Ses recherches portent sur l'usage des réseaux sociaux dans le champ politique. Elle a également supervisé des productions audiovisuelles sur la désinformation au Sahel en période de crise, dans le cadre d'un partenariat entre le CESTI, Timbuktu Institute et Sayara International.

Hamida El Bour, coordinatrice Afrique du Nord, Maghreb-Machrek

Hamida El Bour, maîtresse de conférences, est enseignante-chercheuse à l'IPSI, université la Manouba. Elle est titulaire d'un doctorat en Sociologie et d'un HDR en Sciences de l'information et de la communication. Elle est auteure de plusieurs publications relatives au journalisme politique, à la question des médias et genre social, à la sociologie des médias et coordinatrice d'ouvrages sur les médias publics et le journalisme d'investigation.

Hamida El Bour est également membre de comités de lectures et de comités scientifiques de revues indexées. Elle fait partie des équipes de plusieurs projets de recherches internationaux relatifs à l'éducation aux médias et à la désinformation.

Elle est actuellement directrice de l'IPSI et elle a été PDG de l'agence Tunis Afrique Presse. Elle a été pendant 13 ans journaliste au quotidien *Le Temps* et elle a été responsable de l'unité de monitoring des médias au sein de l'Instance supérieure indépendante des élections ISIE en 2011.

Henri Assogba, coordinateur Amérique(s) de la cartographie

Henri Assogba est enseignant-chercheur au département d'information et de communication de l'Université Laval à Québec (Canada). Ancien journaliste, il est titulaire d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication obtenu à l'Université de Lyon (France). Directeur du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM), Henri Assogba est également membre du Groupe international de recherche et d'études sur la radio (GRER). Ses recherches portent, entre autres, sur les médias en Afrique et les mutations des pratiques journalistiques, avec un intérêt marqué pour le traitement médiatique des thématiques environnementales. Auteur de plusieurs articles scientifiques, il a aussi dirigé des ouvrages collectifs sur les journalismes spécialisés à l'ère numérique et sur les impacts de la révolution numérique dans les secteurs de la presse et de l'imprimerie.

Jérémy Nicey, coordinateur Europe et Asie-Pacifique de la cartographie

Jérémy Nicey est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication. Il est actuellement enseignant-chercheur à l'Université de Tours. Spécialiste du *fact-checking* et de la vérification de l'information, il dirige, depuis 2019, au sein du laboratoire PRIM, le projet VIJIE - Vérification de l'information dans le journalisme, sur internet et dans l'espace public, programme financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur trois ans.

Il est auteur d'une vingtaine d'articles scientifiques et co-auteur d'ouvrages ou de dossiers de revues, sur les usages et pratiques de l'information médiatique.

Un pool expert d'enseignants-chercheurs membres du réseau Théophraste

Les responsables de la cartographie se sont appuyés au besoin sur les autres membres du réseau Théophraste, tous expérimentés et susceptibles de les assurer de la plus grande exhaustivité de leurs travaux à l'échelle de l'espace francophone.

Ces professionnels de l'enseignement et de la recherche constituent une équipe de professionnels tous sensibilisés aux enjeux de la vérification, du *fact-checking* et de la lutte contre la désinformation dans le journalisme. Parmi eux :

Mamadou Ndiaye, directeur du Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de Dakar et président du réseau Théophraste.

Abdellatif Bensfia, directeur de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) de Rabat.

Gervais Mbarga, professeur à l'université de Moncton.

Annexes

AMÉRIQUES

Nom de la structure	Centre d'études sur les médias	Chaire de leadership en enseignement sur les pratiques pédagogiques innovantes en contexte numérique
Rattachement institutionnel	Université Laval	Université Laval
Pays	Canada	Canada
Ville	Québec	Québec
Site web	www.cem.ulaval.ca	pedagogienumerique.chaire.ulaval.ca/ressources-pour-contrer-la-desinformation-sous-forme-dhypertrucage/
Date 1^{er} travaux desinformation	2017	
Thèmes de recherche principaux	Journalisme, publics, désinformation, complotisme, fake-news, médias numériques, etc.	Désinformation, hypertrucage, numérique
Disciplines / domaines	Communication, science politique, droit, éducation	Sciences de l'éducation
Moyens humains	Une professeure chercheure et un conseil d'administration de 9 membres	Une professeure chercheure titulaire de la chaire assistée par une équipe de professionnels et d'assistants de recherche
Partenariats recherche	École des médias de l'UQAM, Université de Montréal	
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Appui financier du ministère de la culture et des communications	Appui financier de la Banque nationale pour la création de chaire de leadership en enseignement (CLE)
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques	www.cem.ulaval.ca/publications/les-fausse-nouvelles-nouveaux-visages-nouveaux-defis/ ; www.cem.ulaval.ca/publications/confiance-medias-de-desinformation-pandemie/ ; www.cem.ulaval.ca/publications/evaluation-du-risque-de-desinformation-le-marche-de-linformation-en-ligne-au-canada	Initiatives pour contrer la désinformation sous forme d'hypertrucage (pedagogienumerique.chaire.ulaval.ca/ressources-pour-contrer-la-desinformation-sous-forme-dhypertrucage/)

Nom de la structure	Laboratoire de recherche Co-DOT	Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique
Rattachement institutionnel	Université Laval	Université Laval
Pays	Canada	Canada
Ville	Québec	Québec
Site web	www.co-dot.ulaval.ca/projets/cognition-et-desinformation	observatoire-ia.ulaval.ca
Date 1^{er} travaux desinformation		2020
Thèmes de recherche principaux	Cognition, désinformation, formation interactive et entraînement cognitif, modélisation	Désinformation, infodémie, polarisation, populisme, etc.
Disciplines / domaines	Psychologie	Interdisciplinaire
Moyens humains	3 professeurs chercheurs travaillent sur ce projet	Grand réseau de recherche qui regroupe 260 chercheurs de 18 établissements postsecondaires du Québec (universités et collèges)
Moyens financiers	Projet subventionné	
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Institut national de santé publique, Institut de recherche en santé du Canada, Conseil de recherche en sciences humaines du Canada	Soutien financier des Fonds de recherche du Québec
Volonté coopération francophone		Réseau international
Références scientifiques		

Nom de la structure	Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents	Chaire de recherche du Canada en éducation aux médias et droits humains
Rattachement institutionnel	Université de Sherbrooke	Université TÉLUQ
Pays	Canada	Canada
Ville	Sherbrooke	Montréal
Site web	https://chaireunesco-prev.ca	chaire-emd.h.teluq.ca/pour-en-finir-avec-les-fausses-nouvelles-lavenir-des-politiques-et-des-pratiques-en-education-aux-medias/
Date 1^{er} travaux desinformation	2017	2018
Thèmes de recherche principaux	Désinformation, pensée conspirationniste et extrémisme violent, radicalisation, etc.	Fausses nouvelles, éducation aux médias
Disciplines / domaines		Communication, éducation
Moyens humains	Les 4 co-titulaires de la chaire sont des professeurs chercheurs	4 professeurs chercheurs forment l'équipe de ce projet de recherche
Moyens financiers	Projets de recherche financés	Projet subventionné
Partenariats recherche	UQAM, Université Concordia	Université Laval, Bibliothèque et archives nationales du Québec
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Ces projets sont financés par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le gouvernement du Québec (ministère de l'Économie et de l'innovation) et la défense nationale (programme MINDS).	
Volonté coopération francophone	En tant que Chaire Unesco, elle collabore déjà à l'international avec notamment une étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone et (étude OIF) et une carte interactive (https://chaireunesco-prev.ca/reseau/cartographie/carte-interactive/)	
Références scientifiques	https://chaireunesco-prev.ca/projets-chaire/desinformation-pensee-conspirationniste-et-extremisme-violent/	

Nom de la structure	Laboratoire de recherche sur la communication et le numérique	Projet ARCANES (ARts, Commu- nication, Artifices Numériques et Écosystèmes Socio-numériques)
Rattachement institutionnel	UQÀM / Université Laval	Université Laval / Université de Montréal / UQAM / Université Paris 8
Pays	Canada	Canada / France
Ville	Montréal / Québec	Québec / Paris
Site web	labcmo.ca/projets-de-recherche/infos- fiables/	crilcq.arcanes.ca/projets-arcanes/
Date 1^{er} travaux desinformation	2019 - 2025	2021
Thèmes de recherche principaux	Pratiques informationnelles, confiance, autorités informationnelles	Post-vérité, régimes d'authenticité, désinformation, autorité, légitimité
Disciplines / domaines	Communication	Interdisciplinaire
Moyens humains	4 professeurs chercheurs forment l'équipe de ce projet de recherche	4 professeurs chercheurs principaux dirigent l'équipe de ce projet de recherche
Moyens financiers	Projet subventionné	Projet subventionné
Partenariats recherche	Chaire de journalisme scientifique Bell Globemedia	Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique ; Chaire de leadership en enseignement sur les pratiques pédagogiques innovantes en contexte numérique – Banque nationale
Partenariats médias	Agence Science Presse, Radio-Canada	
Partenariats autres	Association des communicateurs scientifiques, Fédération profession- nelle des journalistes du Québec	
Financements extérieurs	Conseil de recherche en sciences humaines du Canada	Conseil de recherche en sciences humaines du Canada
Volonté coopération francophone		Coopération francophone déjà existante (Université Paris 8, Université de Toulouse)
Références scientifiques		Organisation annuelle de séminaires thématiques de recherche

Nom de la structure	Canadian Election Misinformation Project
Rattachement institutionnel	McGill University
Pays	Canada
Ville	Montréal
Site web	www.mediatechdemocracy.com/media-ecosystem-observatory
Date 1^{er} travaux desinformation	2022
Thèmes de recherche principaux	Mésinformation, Désinformation, Élections
Disciplines / domaines	Interdisciplinaire
Moyens humains	
Moyens financiers	
Partenariats recherche	Université de Toronto
Partenariats médias	
Partenariats autres	
Financements extérieurs	Rosy Family Foundation ; Canadian Heritage Digital Citizen Contribution Program and the Public Policy Forum
Volonté coopération francophone	Collaboration avec le Centre d'études sur les médias de l'Université Laval
Références scientifiques	

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Nom de la structure	Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information – CESTI	Ecole de Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes – EBAD
Rattachement institutionnel	Université Cheikh Anta Diop de Dakar – UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar – UCAD
Pays	Sénégal	Sénégal
Ville	Dakar	Dakar
Site web	cesti.ucad.sn/	
Date 1^{er} travaux desinformation	2020	
Thèmes de recherche principaux	Lutte contre la désinformation politique, économique, sociale, etc.; Lutte contre l'infodémie. Education aux médias ; Désinformation et réseaux sociaux	Education aux Médias et à l'Information ; Evaluation de l'information ; Information Littéracie, pratiques et cultures informationnelles, Fake news et réseaux socio numériques
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication, Science politique, Sociologie, Droit des médias et TIC	Sciences de l'information, Bibliométrie, wébométrie, philosophie,
Moyens humains	12 enseignants chercheurs	
Moyens financiers	Faibles – Partenariats et subventions	Budget EBAD
Partenariats recherche	Timbuktu Institute	
Partenariats médias	Les médias publics et privés au Sénégal et au Sahel	
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Faire de l'OIF un partenaire privilégié et avoir son soutien dans les activités de recherche, de vulgarisation et de valorisation sur les thématiques liées à la désinformation ; dans le renforcement organisationnel et dans les capacités de la structure.	Mise à disposition d'un réseau francophone de chercheurs ; accompagnement à la recherche ; formation
Références scientifiques	Revue Africaine de Communication "Désinformation : enjeux, stratégies, déconstruction", Nouvelle série N°4, Décembre 2021.	

Nom de la structure	Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies	Ecole supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC)
Rattachement institutionnel		
Pays	Sénégal	Mali
Ville	Dakar	Bamako
Site web		
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Désinformation et discours de haine, Impact de la désinformation et insécurité au Sahel	Informers en temps de crise et de guerre, Journalisme et réseaux sociaux, Médias en ligne et Fact-checking, Presse et pouvoir
Disciplines / domaines	Science politique, anthropologie, sociologie	Communication, Informatique, Sécurité, Droit, Sciences politiques, Histoire, Economie, Géopolitique, etc.
Moyens humains	Chercheurs et experts africains, chercheurs associés d'universités francophones	
Moyens financiers	Projets et subventions	Subventions de l'Etat, ressources propres
Partenariats recherche		
Partenariats médias		MaliCheck(LeJalon), AFP Factuel, Décodex, TinEye, Fake Off, CheckNews
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Renforcement d'un réseau francophone de recherche-action sur la désinformation Financement d'un baromètre et d'une plateforme collaborative de veille et d'anticipation	Mieux outiller nos apprenants (étudiants et professionnels des médias), s'ouvrir davantage sur le monde, nouer des partenariats fructueux, améliorer les pratiques pédagogiques de l'ESJSC, etc.
Références scientifiques		

Nom de la structure	École Nationale des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ENSTIC)	Observatoire des Sciences de l'Information et de la communication (ObsIC)
Rattachement institutionnel	Université d'Abomey-Calavi - UAC	
Pays	Bénin	Bénin
Ville	Cotonou	Cotonou
Site web		www.facebook.com/obsic
Date 1^{er} travaux desinformation		2019
Thèmes de recherche principaux	Désinformation et lutte antiterroriste Identification des infox Écosystème des fausses informations	<ul style="list-style-type: none"> – Techniques de détection et de déconstruction des Fake news (infox) – Stratégies de vérification par les faits (<i>fact-checking</i>) – Désinformation et lutte antiterroriste à l'ère du numérique – Les limites du <i>fact-checking</i> – l'EMI comme réponse aux infox
Disciplines / domaines	Linguistique -Sciences de l'information et de la communication -Informatique -Pratiques informationnelles	Sciences de l'information et de la communication (pratiques informationnelles) ; Sociologie des usages ; Sociolinguistique l'informatique, Droit
Moyens humains		Chercheurs de rang A et B
Moyens financiers	Subventions étatiques	Budget Autonome et partenaires
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Intégrer le réseau de recherche de l'OIF sur la désinformation	<ul style="list-style-type: none"> – Intégrer le réseau de recherche de l'OIF sur la désinformation. Formation aux outils avancés de <i>fact-checking</i> – Financement de recherches empiriques sur la désinformation en contexte multilinguistique – Financement de plateforme de détection des infox – Financement de publication de guide des citoyens à l'EMI
Références scientifiques		

Nom de la structure	Institut des Sciences et des Techniques de la Communication (ISTC)	Association camerounaise d'éducation aux médias - ÉDUK-MÉDIA
Rattachement institutionnel		
Pays	Côte d'Ivoire	Cameroun
Ville	Abidjan	
Site web		
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Éducation aux médias et à l'Information (EMI)	Politique publique et désinformation Droit du numérique Parentalité et désinformation Influence des médias
Disciplines / domaines	Le fact checking	Psychologie ; Sciences de l'éducation ; Droit
Moyens humains	Les responsables des Unités pédagogiques (UP) en Journalisme	3 Enseignants chercheurs
Moyens financiers	Le budget mis en place par l'État et financement de structures partenaires	Cotisations des membres et appels à projets
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		Financement et visibilité dans nos actions
Volonté coopération francophone	Un partenariat avec l'OIF permettra d'exécuter plusieurs formations en Éducation aux médias et atteindre une cible large et diversifiée	
Références scientifiques	Atelier nouveaux médias : dirigé par M. Donatien KANGAH - Atelier presse imprimée : dirigé par M. Moussa ZIO - Atelier média audiovisuel : dirigé par Mme Marie-Laure ZAKRI	

CARTOGRAPHIE DES STRUCTURES ET CAPACITÉS DE RECHERCHE SUR LA DÉSINFORMATION
DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

Nom de la structure	Doniblog/Benbere	Le Jalon
Rattachement institutionnel		
Pays	Mali	Mali
Ville		
Site web		lejalon.com/category/malicheck/
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Toutes les fausses informations d'intérêt publics. La santé (Covid-19), la politique et les relations diplomatique, les conflits et questions de sécurité	Santé, politique, économie, société
Disciplines / domaines		Journalisme
Moyens humains		Journalistes
Moyens financiers	Ambassades occidentales basées au Mali et certaines Organisations internationales.	Subventions et appels à projet.
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Moyens techniques et financiers : des formations de mise en niveau et du matériel de production de contenus vidéo en langue locale	Disposer de ressources financières pour renforcer notre équipe et travailler dans de meilleures conditions.
Références scientifiques		

Nom de la structure	Association des Blogueurs du Mali	Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI)
Rattachement institutionnel		
Pays	Mali	Cameroun
Ville		
Site web		www.datacameroon.com
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Politiques, sociales, économiques, climatiques et de santé	Gouvernance, environnement, données ouvertes, <i>fact-checking</i>
Disciplines / domaines		
Moyens humains	Blogueurs et journalistes	Influenceurs
Moyens financiers	Donations, cotisation des membres	Bailleurs de fonds
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Union Européenne, Ambassade du Danemark	Bailleurs de fonds
Volonté coopération francophone	Positionner l'association au Mali comme une entité crédible dans la lutte contre la désinformation	Appui
Références scientifiques		

CARTOGRAPHIE DES STRUCTURES ET CAPACITÉS DE RECHERCHE SUR LA DÉSINFORMATION
DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

Nom de la structure	Union Internationale de la Presse Francophone section Bénin (UPF)	GuineeCheck
Rattachement institutionnel		
Pays	Bénin	Guinée
Ville	Cotonou	Conakry
Site web		
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Jeunesse et réseaux sociaux à l'heure des fausses informations	Politique, Economie et Environnement
Disciplines / domaines		Journalisme, Datajournalisme, Sociologie, Economie
Moyens humains	Journalistes et blogueurs	
Moyens financiers	Ambassade de France	Institutions qui accompagnent les initiatives citoyennes en matière de lutte contre la désinformation et qui promeuvent l'éducation aux médias
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Ambassade de la France	
Volonté coopération francophone	Renforcer notre crédibilité et nous motiver à donner le meilleur de nous-mêmes pour plus de résultats	Renforcement des capacités techniques et rédactionnelles de nos équipes, de la réflexion sur l'intégration des langues locales dans la déconstruction des fausses informations
Références scientifiques		

CARTOGRAPHIE DES STRUCTURES ET CAPACITÉS DE RECHERCHE SUR LA DÉSINFORMATION
DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

Nom de la structure	#StopATéné
Rattachement institutionnel	
Pays	République centrafricaine
Ville	Bangui
Site web	
Date 1^{er} travaux desinformation	
Thèmes de recherche principaux	Fact-Checking
Disciplines / domaines	Journalisme
Moyens humains	Journalistes et blogueurs
Moyens financiers	UE et Fondation Hirondelle
Partenariats recherche	Fondation Hirondelle
Partenariats médias	Radio Ndeke Luka
Partenariats autres	EPJT (France)
Financements extérieurs	UE
Volonté coopération francophone	Faire perdurer l'initiative au sein de la population centrafricaine.
Références scientifiques	

MAGHREB-MACHREK

Nom de la structure	Institut de Presse et des Sciences de l'Information - IPSI	Lab'Track
Rattachement institutionnel	Université de La Manouba	Université de La Manouba
Pays	Tunisie	Tunisie
Ville	La Manouba	La Manouba
Site web	www.ipsi.rnu.tn	www.ipsi.rnu.tn
Date 1^{er} travaux desinformation	2018	2021
Thèmes de recherche principaux	Thèses traitant entièrement ou partiellement de la désinformation et de l'EMI, du fact-checking et des usages des journalistes pour les réseaux sociaux. / Revue tunisienne de communication / Colloque international (2021) consacré à : Journalisme et innovation à l'ère du numérique	La manipulation et la désinformation politique sur le réseau Facebook
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains	9 enseignants-chercheurs pour l'IPSI, 20 pour le colloque international	4 enseignants chercheurs et 3 étudiants
Moyens financiers	Faibles – université (sauf partenariat colloque)	Bons – Partenaires
Partenariats recherche	Fondation allemande Konrad Adenauer Stiftung pour le colloque international / EPJT (France), IHECS (Belgique), UL (Liban) et ISIC (Rabat), pour les travaux journalistiques étudiants	Democracy Reporting International - Mourakiboun (ONG)
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Commission Doctorale publication des thèses et organisation de doctoriales francophones ; 'accueil d'enseignants visiteurs francophones / Colloque international : garantir la présence de + de chercheurs francophones.	Assurer la pérennité de l'activité en la reprenant à l'issue du projet
Références scientifiques	Actes du dernier colloque international de l'IPSI : "Journalisme et innovation à l'ère du numérique" -Coordinateur Dr Fredj Zamit - Editions IPSI/KAS, Tunis 2022	En cours

Nom de la structure	Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC)	Centre de Recherches et d'Éducation aux Médias (CREM)
Rattachement institutionnel	Ministère de la Culture, de la Jeunesse et de la Communication et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.	Organisation marocaine locale (société civile)
Pays	Maroc	Maroc
Ville	Rabat	Rabat
Site web	www.isic.ma	https://www.facebook.com/isic.officiel
Date 1^{er} travaux desinformation	2017	2018
Thèmes de recherche principaux	Projets de recherche dans le cadre de mémoires et thèses depuis 2017 : – Les fake news sur les réseaux sociaux – Réseaux sociaux : Entre influence et information – L'information entre démocratisation et désinformation – Les Fake news en période de crise	– Ateliers de sensibilisation sur les dangers des réseaux sociaux et de la désinformation en 2018 et 2019 – Atelier de réflexion sur l'Institutionnalisation de l'Éducation des médias/ Enjeux et défis en 2019 – Célébration de la semaine de l'éducation aux médias / octobre 2022 – Atelier sur les fact-checking pour les étudiants de l'ISIC – Atelier de sensibilisation sur l'EMI et réseaux sociaux pour les écoliers
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains	14 Enseignants et Etudiants	Membres du bureau et adhérents
Moyens financiers	Faibles – ISIC	Très faibles – CREM
Partenariats recherche		UNESCO-Faculté des sciences de l'Éducation
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Très intéressée pour travailler à des projets de recherche en Francophonie – Souhait de créer une unité francophone de recherche en lutte contre la désinformation – animer des ateliers de réflexion et de sensibilisation	Très intéressée pour travailler à des projets de recherche en francophonie – Souhait de créer un réseau de chercheurs francophones et organisation de rencontres/recherches en lutte contre la désinformation
Références scientifiques		

Nom de la structure	Laboratoire Médiation-Information-Knowledge-Society (MIKS)
Rattachement institutionnel	Ecole des Sciences de l'Information (ESI) - HCP
Pays	Maroc
Ville	Rabat
Site web	www.esi.ac.ma
Date 1^{er} travaux desinformation	2005
Thèmes de recherche principaux	<i>Fact-checking</i> – Veille stratégique – Intelligence compétitive-analyse de données et aide à la décision-Information : droit, éthique et déontologie
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains	17 enseignants chercheurs
Moyens financiers	Faibles
Partenariats recherche	Ecole Nationales des chartes – Haute Ecole de Gestion de Genève
Partenariats médias	MAP
Partenariats autres	Sind up - Université Sorbonne Paris Nord
Financements extérieurs	
Volonté coopération francophone	Intéressé par de nouveaux projets de coopération francophone dans ce domaine
Références scientifiques	Conférence Internationale Humanités numérique CIHN22 sur le thème Les humanités numériques au cœur de la gestion du patrimoine culturel, des données et de l'information : Méthodes, dispositifs et perspectives / Journal of Information Sciences (JIS) https://revues.imist.ma/index.php/JIS/

Nom de la structure	Laboratoire Médias, Usages Sociaux et Communication (MUSC)	Laboratoire des sciences de l'information et de la communication
Rattachement institutionnel	Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJI)	Université libanaise - Faculté de l'information
Pays	Algérie	Liban
Ville	Alger	Beyrouth
Site web	https://ensji.dz/	https://www.ul.edu.lb
Date 1^{er} travaux desinformation	2021	2021
Thèmes de recherche principaux	Colloque "L'information à l'ère de la post-vérité, Fake news et Fact-Checking. Qu'en est-il en la matière dans les médias algériens ?" / Revue de la communication et du journalisme	Colloque international "la responsabilité sociale et éthique des médias et de la communication face à la réalité actuelle - Pour les prochaines années, le laboratoire cherche à étudier les mutations de la propagande et des processus de persuasion et de désinformation et leurs impacts sur les relations internationales
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains		
Moyens financiers		Faibles – Institution
Partenariats recherche	PRIM-EPJT France / Unité de recherche « les technologies de l'information et de la communication en Algérie : Appropriations et nouveaux usages	Association arabe pour les sciences de la communication / PRIM-EPJT France
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		

Autres structures

Nom de la structure	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA)	Institut de Recherche Sur le Maghreb Contemporain (IRMC)
Rattachement institutionnel	Institution constitutionnelle indépendante, chargée de la régulation du secteur de la communication AV au Maroc	CNRS - USR 3077
Pays	Maroc	Tunisie
Ville	Rabat	Tunis
Site web	www.haca.ma	www.irmcmaghreb.org
Date 1^{er} travaux desinformation	2022	2012
Thèmes de recherche principaux	Lancement du premier Guide de la lutte contre la désinformation : Références, Pratiques et Outils/2022	Les réseaux sociaux à l'heure des transitions démocratiques, les nouvelles sociabilités du net, le cyber activisme
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Sociologie, sciences politiques, histoire, sciences de l'information et de la communication, psychologie, les sciences humaines et sociales d'une façon générale
Moyens humains	Groupe de travail "régulation et médias numériques"	
Moyens financiers	HACA	Bons- Institution de rattachement
Partenariats recherche		Les centres de recherches et les structures de recherche maghrébines
Partenariats médias	SNRT- SOREAD 2M- Medi1TV - LA MAP	
Partenariats autres		Editions KARTHALA
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Travailler à des projets de recherche en Francophonie. Disposer de la Data. Objectif est de créer une base de données et une application pour le renseignement des fausses informations destinées aux opérateurs audiovisuels publics et privés. Contribuer à l'institutionnalisation du fact-checking dans les curricula des écoles de journalisme.	Développer les activités de recherche avec les structures de recherche
Références scientifiques	Le guide est une participation pour mieux outiller le citoyen connecté à détecter la fausse information.	2013, Sihem Najar (dir.) Le cyber activisme au Maghreb et dans le monde arabe - IRMC – KHARTHALA

Nom de la structure	École Nationale d'Administration, de Journalisme et de Magistrature (ENAJM)	Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA)
Rattachement institutionnel	Etablissement d'enseignement supérieur professionnel, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, il est placé sous la tutelle du Premier Ministre	Institution constitutionnelle indépendante, chargée de la régulation du secteur de la presse et de l'audiovisuel au Maroc
Pays	Mauritanie	Mauritanie
Ville	Nouakchott	Nouakchott
Site web	www.enajm.mr/	www.hapa.mr/fr/
Date 1^{er} travaux desinformation		2022
Thèmes de recherche principaux		Lancement de la première action de lutte contre la désinformation : avec Médias & Démocratie.
Disciplines / domaines		Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains		Groupe de travail "lutte contre la désinformation"
Moyens financiers		HAPA – Ambassade de France
Partenariats recherche	Convention avec l'IPSI, université de la Manouba datant de 2016	
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		Très intéressée pour travailler à des projets de recherche en Francophonie.
Références scientifiques		

EUROPE

Nom de la structure	Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (CARISM)	Centre de recherche risques et vulnérabilités (CERREV)
Rattachement institutionnel	Université Paris-Panthéon-Assas (IFP / Paris 2)	Université de Caen Normandie
Pays	France	France
Ville	Paris	Caen
Site web	carism.u-paris2.fr/fr	cerrev.unicaen.fr
Date 1^{er} travaux desinformation	2017	2019
Thèmes de recherche principaux	Fact-checking, journalisme	
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Pluridisciplinaire (anthropologie, psychologie, santé publique, sociologie)
Moyens humains		
Moyens financiers		
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		Colloque Infodémie
Remarques éventuelles		Programme de recherche PandHeMic

Nom de la structure	Centre de recherche Humanités et Sociétés (CHUS)	Centre de recherche sur les médiations (CREM)
Rattachement institutionnel	Université Catholique de l'Ouest	Université de Lorraine
Pays	France	France
Ville	Nantes / Laval / Angers	Nancy / Metz
Site web	recherche.uco.fr/equipe/chus	https://crem.univ-lorraine.fr/
Date 1 ^{er} travaux desinformation		2019
Thèmes de recherche principaux		
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication (et al.)	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains		
Moyens financiers		
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		

Nom de la structure	Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) / Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire (IRSEM)	Center for research of the English-speaking world - CREW
Rattachement institutionnel	Ministères Affaires étrangères / Armées	Université Sorbonne Nouvelle (anciennement Université Paris 3)
Pays	France	France
Ville	Paris	Paris
Site web	www.irsem.fr/institut/actualites/tag/CAPS.html	https://www.univ-paris3.fr/crew
Date 1^{er} travaux desinformation		
Thèmes de recherche principaux	Désinformation à visée stratégique : militaire, économique, etc.	Littératies - Rôle des institutions nationales et supranationales (gouvernance du numérique)
Disciplines / domaines		
Moyens humains		
Moyens financiers		
Partenariats recherche	CAPS rattaché au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et IRSEM organisme extérieur de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées	
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		

Nom de la structure	De Facto - European Digital Media Observatory (EDMO)	Institut méditerranéen des Sciences de l'information et de la communication (IMSIC)
Rattachement institutionnel	Science Po	Université d'Aix-Marseille
Pays	France	France
Ville	Paris	Aix-Marseille
Site web	medialab.sciencespo.fr/activites/de-facto/	www.imsic.fr
Date 1^{er} travaux desinformation	2020	
Thèmes de recherche principaux	Désinformation, journalisme, <i>fact-checking</i>	Désinformation, journalisme, <i>fact-checking</i>
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication, science politique, informatique, IA, etc.	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains	Multipartenariat	
Moyens financiers	Science Po	
Partenariats recherche		
Partenariats médias	Multipartenariat	
Partenariats autres		
Financements extérieurs	Commission européenne	
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques	De Facto - EDMO (European Digital Media Observatory) > antenne française de l'Observatoire européen des médias numériques	

Nom de la structure	Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires (IRISA)	Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA)
Rattachement institutionnel	IRISA	INRIA
Pays	France	France
Ville	Rennes	Saclay
Site web	www.irisa.fr/	www.inria.fr/fr/centre-inria-de-saclay
Date 1^{er} travaux desinformation		2015
Thèmes de recherche principaux	Veille / scrapping, détection par algorithmes	Détection par algorithmes
Disciplines / domaines	Sciences informatiques	Sciences informatiques
Moyens humains	850 personnes	3900 scientifiques
Moyens financiers		
Partenariats recherche		
Partenariats médias		Le Monde - Les Décodeurs
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		

Nom de la structure	Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS)	Observatoire stratégique de l'information (OSI)
Rattachement institutionnel	Université de Toulouse3 - Paul Sabatier	IRIS
Pays	France	France
Ville	Toulouse	Paris
Site web	www.lerass.com	observatoire-strategique-information.fr
Date 1^{er} travaux desinformation	2017	2020
Thèmes de recherche principaux	Moteurs de recherche, usages informationnels en ligne	
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication, Sciences informatiques	
Moyens humains	130 scientifiques	
Moyens financiers		
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone		
Références scientifiques		

Nom de la structure	Pratiques et ressources de l'information et des médiations (PRIM)	Académie du Journalisme et des Médias
Rattachement institutionnel	Université de Tours	Université de Neuchâtel
Pays	France	Suisse
Ville	Tours	Neuchâtel
Site web	prim.hypotheses.org/	https://www.unine.ch/ajm
Date 1 ^{er} travaux desinformation	2016	2016
Thèmes de recherche principaux	Désinformation - <i>fact-checking</i> - éducation aux médias et à l'information - enjeux médiatiques	Désinformation - <i>fact-checking</i> - éducation aux médias et à l'information - enjeux médiatiques
Disciplines / domaines	Sciences de l'information et de la communication	Sciences de l'information et de la communication
Moyens humains	12 enseignants-chercheurs	
Moyens financiers	Faibles – université	Faibles – université
Partenariats recherche		
Partenariats médias	Le Monde, Les Surligneurs, AFP (Agence France-Presse)	
Partenariats autres	Nothing2Hide	
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Travailler à des projets de recherche en francophonie - Souhait de créer un colloque francophone de recherche en lutte contre la désinformation - Portail de ressources à la disposition de la francophonie (FactoScope)	
Références scientifiques	Nombreux articles et publications recensés ici : prim.hypotheses.org/ Ouvrage : <i>Fact-checking vs Fake News : vérifier pour mieux informer</i> (INA Éditions)	

Nom de la structure	Arcom (ex-CSA)	Centre de liaison pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI)
Rattachement institutionnel	État	Éducation nationale
Pays	France	France
Ville	Paris	Paris
Site web	www.arcom.fr	www.cleml.fr
Date 1^{er} travaux desinformation	2018	2015
Thèmes de recherche principaux	Autorité de régulation	Désinformation, EMI
Disciplines / domaines		Sciences de l'information et de la communication, Sciences de l'éducation
Moyens humains		
Moyens financiers	État	Éducation nationale
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Partenaire du REFRAM et donc partant pour des collaborations avec d'autres entités de recherche membre de la francophonie.	Rayonnement de l'exposition Fake News dans tout l'espace francophone en cours.
Références scientifiques		Exposition Fake News et nombreux contenus d'EMI centrés sur la désinformation.

Nom de la structure	Medialab AFP	Chaire UNESCO Savoir Devenir
Rattachement institutionnel	Agence France Presse	Université Sorbonne Nouvelle
Pays	France	France
Ville	Paris	Paris
Site web	www.afp.com/fr/lagence/medialab	
Date 1^{er} travaux desinformation	2015	2018
Thèmes de recherche principaux	Désinformation, <i>fact-checking</i>	Éducation aux médias et à l'information
Disciplines / domaines		
Moyens humains		
Moyens financiers	AFP	Unesco
Partenariats recherche		
Partenariats médias		
Partenariats autres		
Financements extérieurs		
Volonté coopération francophone	Déjà des coopérations à l'international au sein de la Francophonie comme en dehors.	Déjà des coopérations à l'international au sein de la Francophonie comme en dehors.
Références scientifiques	De Facto - EDMO (European Digital Media Observatory) > antenne française de l'Observatoire européen des médias numériques	Publications de Divina Frau-Meigs et de l'association Savoir Devenir, ainsi que de l'Université Sorbonne Nouvelle

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 88 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Mme Mushikiwabo a pris ses fonctions en janvier 2019.

54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

7 MEMBRES ASSOCIÉS

Chypre • Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

27 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada/Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

     @OIFrancophonie
www.francophonie.org

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

